

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 146 (2001)  
**Heft:** 9

**Artikel:** Les changements de paradigmes dans le service de renseignements  
**Autor:** Regli, Pietro  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-346169>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 07.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Les changements de paradigmes dans le service de renseignements

«*Intelligence: first line of defense!*» Ce principe ne s'applique pas seulement depuis l'époque de Sun Tze jusqu'en 1990. Il conserve tout son sens en Europe, après la chute du mur et les changements de paradigmes dans le domaine de la politique de sécurité.

### ■ Div Pietro Regli<sup>1</sup>

Mettre à contribution un service de renseignements signifie avoir plus de connaissance (de «savoir») et moins d'ignorance. Le dirigeant politique, économique ou militaire, prévoyant et pleinement responsable, se décide indubitablement pour «plus de connaissance». Il aura ainsi toujours une longueur d'avance sur l'adversaire. Il devra engager moins de moyens, pourra agir plus habilement et il sera le plus souvent un gagnant évident. Celui qui choisit l'«ignorance» est complètement dépassé, il établira de mauvaises priorités, gaspillera inutilement beaucoup plus de moyens et il ne sera, dans tous les cas, pas prévenu. Il sera condamné à réagir et appartiendra généralement au camp des perdants.

Miser sur un bon service de renseignements efficace, c'est faire partie du monde des «initiés».

Avant le tournant stratégique en Europe, cette «connaissance» était prioritairement orientée vers les différents domaines

du militaire. Tous les services d'Europe occidentale étaient focalisés sur la puissance menaçante de l'Union soviétique. Les appréciations constamment avancées étaient justes et appropriés, comme on peut le démontrer aujourd'hui; elles permettaient d'assurer une bonne préalerte pour l'ensemble de l'Europe. Evidemment, la Suisse neutre en profitait aussi.

### Le tournant de 1990

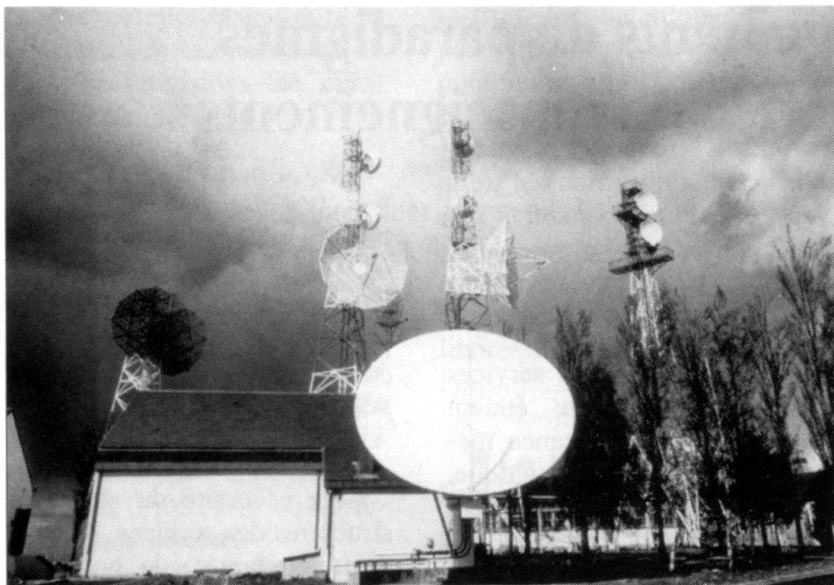
Cette menace militaire sur l'Europe disparaît brusquement au début des années 1990. Les optimistes et les pacifistes pensent que la paix s'est établie à jamais. Ils devront rapidement se rendre à l'évidence. Bientôt de nouveaux risques et dangers apparaissent. Les services de renseignements doivent, sans tarder, réviser leur conception et se «reconvertir», établir de nouvelles priorités, s'orienter vers des thèmes tels que la migration, l'explosion démographique, l'extrémisme religieux, la crise économique, la criminalité organisée et la corruption, la prolifération d'armes de destruction massive, les conflits intérieurs, la criminalité

écologique, en particulier la révolution de l'information.

Cela nécessite de nouvelles structures des services, des dispositifs adaptés, de nouveaux collaborateurs formés différemment (davantage de civils), une forte faculté d'analyse et de synthèse en réseau. En plus de l'utilisation accrue des sources disponibles (*open sources* = *OSINT*), les moyens techniques prennent une plus grande signification dans l'acquisition. *SIGINT* est mis en évidence. L'exploration de l'espace donne de nouvelles dimensions à la connaissance.

Le changement de paradigmes dans les services s'accomplit en peu de temps. Les responsables chargés directement de la gestion des crises actuelles (par exemple les guerres du Golfe, de Bosnie et du Kosovo), accordent une grande importance au travail des SR. Les autres Etats, qui ne soupçonnaient plus d'adversaires après la fin de la guerre froide, portent un intérêt amoindri à leurs services. Ces jugements nationaux ont, entre autres, des répercussions sur l'attribution de

<sup>1</sup>Pietro Regli (1944) est ingénieur diplômé EPFZ et consultant. De 1990 à 1999, il a dirigé le Service de renseignements suisse du Département de la défense, avec le grade de divisionnaire. A la fin de l'an 2000, il a été mis à la retraite anticipée en tant qu'officier général.



Depuis la fin de la guerre froide et l'apparition des nouvelles menaces, les moyens techniques ont pris une importance croissante dans l'acquisition du renseignement. Ici une station au sol du satellite Syracuse II. (Photo: Alcatel Alsthom)

moyens aux services de renseignements respectifs.

## Le milieu des années 90

Au milieu des années 90, on prend conscience de l'émergence de nouveaux risques et dangers interdépendants. A cette époque, le rôle des médias se modifie également. Au niveau mondial, ceux-ci augmentent constamment en nombre et en diversité. En outre, le tirage et le taux d'écoute font l'objet d'une concurrence brutale. De plus en plus, les journalistes doivent privilégier la «shareholder value» de leur éditeur, de leur radio ou de leur télévision au lieu de se concentrer sur la qualité de l'information. L'affirmation, «no picture = no story», conduit à toujours plus de situations grotesques. A l'exception de quelques titres d'en-

vergure de la presse écrite, la valeur des informations et l'authenticité des déclarations diminuent. Le consommateur, désorienté, commence peu à peu à ne plus faire confiance à ces médias.

Parmi les sept institutions que sont la police, la justice, l'armée, le Conseil fédéral, l'économie, le Parlement fédéral et les médias, une étude de l'Ecole polytechnique de Zurich démontre que c'est aux médias que les citoyennes et citoyens suisses font le moins confiance, classés juste après le Parlement fédéral. En Italie et en Allemagne, la situation apparaît très semblable.

Pour les élites dirigeantes, la «connaissance» apportée par les services de renseignements gagne en importance et devient encore plus indispensable. Ceux qui choisissent toujours

l'«ignorance» sont de plus en plus désorientés et subissent des surprises lourdes de conséquences. Leurs appréciations basées sur les seuls médias (grand public) présentent de graves inconséquences.

## La fin du siècle

Vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle, un nouvel adversaire se profile sur la scène de la politique de sécurité: l'acteur non gouvernemental (*the nongovernmental actor*). Il se distingue par son fanatisme, son radicalisme et sa prédisposition à la violence (Osama Bin Laden, Abdullah Ocalan, Abu Sayyaf, Scheik Yasin, entre autres); le sacrifice d'innombrables victimes civiles ne l'arrête pas. Ses actions, qui s'apparentent la plupart du temps au milieu terroriste, mettent les gouvernements élus démocratiquement sous une grave pression.

Les adversaires de la globalisation se rassemblent également à l'échelle mondiale, deviennent aussi militants, utilisent à la perfection comme outil de gestion les plus récentes technologies de la révolution informatique (par exemple le mouvement anti OMC sur Internet). Cela coûte des sommes énormes aux Etats de droit, qui veulent garantir la liberté de réunion et de parole, entre autres à Seattle, Washington, Prague, Nice, Davos, Göteborg, Salzburg et Genova.

Les services de renseignements doivent constater que la connaissance insuffisante de ces nouveaux acteurs ne peut plus être comblée uniquement

avec des moyens techniques mais qu'on doit à nouveau investir davantage dans les ressources humaines (*HUMINT*). La négligence de ces sources, au milieu des années 90, se paie aujourd'hui de plus en plus cher. Sur la scène internationale, les intentions de ces nouveaux adversaires difficilement saisissables et de leurs organisations ne peuvent être découvertes que par des êtres humains («sources»).

L'émotion suscitée en Europe (spécialement dans l'Union européenne) par la divulgation de l'utilisation par les Etats anglo-saxons de résultats d'investigations électroniques au profit de leur propre économie («Echelon») frise l'hypocrisie. Il est de notoriété publique que les services de renseignements agissent pour le compte de la politique et qu'ils doivent, en premier lieu, travailler pour leurs intérêts nationaux. L'économie appartient en priorité à ces intérêts nationaux.

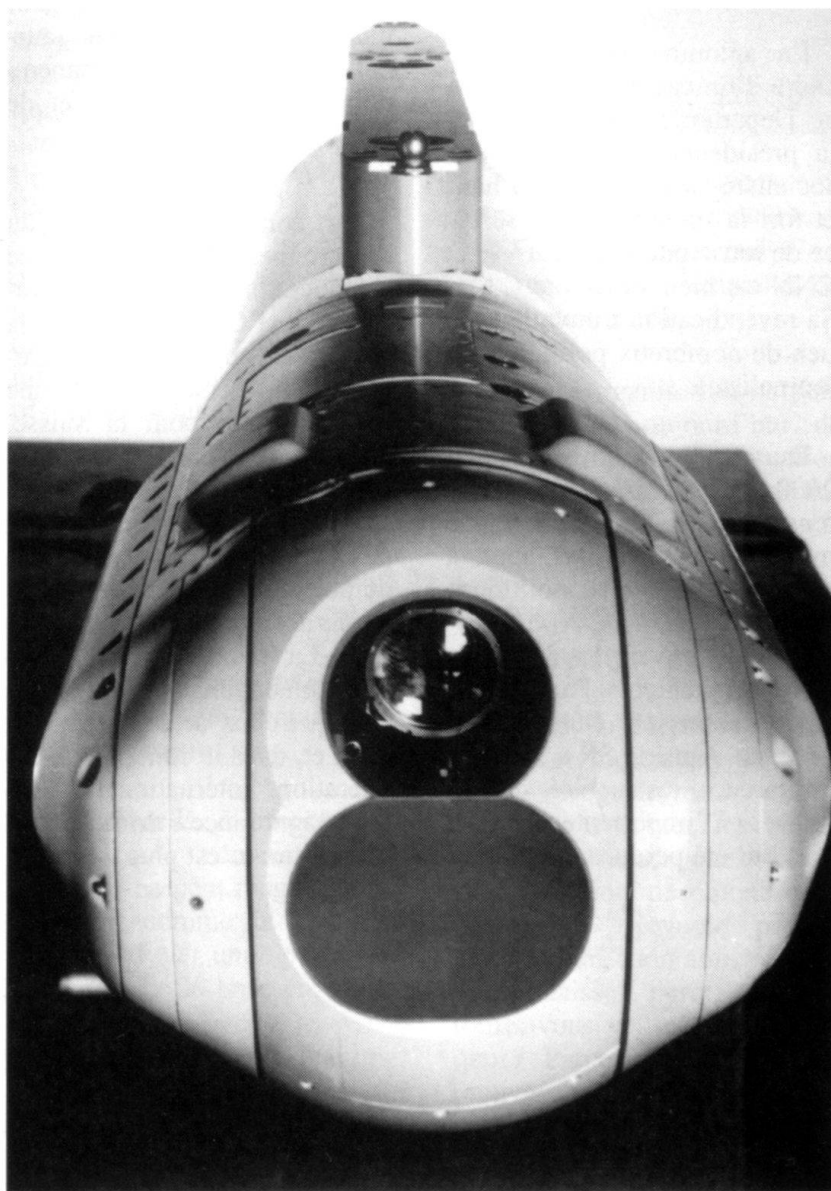
## Début du nouveau millénaire

Au début du nouveau millénaire, nous devons constater que le changement de paradigmes des services de renseignements fait nettement passer l'accent du militaire au civil. Jusqu'en 1990, si le fil conducteur était encore l'atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Etat, il s'agit aujourd'hui, en premier lieu, de la capacité de fonctionnement de l'Etat et de la société. Aussi longtemps que les Etats entretiendront des forces armées, ils vont naturellement maintenir

des services de renseignements militaires. Dans les pays européens, ces services doivent en premier lieu s'orienter vers la promotion des opérations de maintien de la paix (*Peace Support Operations/PSO*). En d'autres termes cela signifie qu'ici aussi nous pouvons constater un changement de paradigmes du «combat interarmes» en un «engagement de forces alliées multinationales».

Sur le champ de bataille, en revanche, la «supériorité des armes» tend à céder la place à la «supériorité de l'information».

«*Intelligence: first line of defense*», le principe reste inchangé, à quelques exceptions près, pour les pays européens et le reste du monde. Une exception, c'est la Suisse. A la fin de la Seconde Guerre mondiale



*Nacelle de désignation laser convertible à caméra thermique.*  
(Photo: Thomson TTD optronique)

déjà, le général Guisan, en se retirant, demandait dans son rapport final un renforcement important du service de renseignements. Durant plus de cinquante ans, cette recommandation, sans équivoque et prévoyante, n'a eu en politique aucune suite concrète et courageuse, à l'exception de l'introduction d'une modernisation claire de l'information stratégique électronique à la fin des années 90. Tout au contraire !

En automne 1999, dans le cadre d'un cas de malversation au Département de la défense, la présidente d'alors du parti socialiste suisse demanda haut et fort la suppression du service de renseignements car « (...) CNN est bien suffisante (...) ». Sa revendication trouva le soutien de nombreux politiciens et journalistes.

Durant l'année présidentielle 2000, le Département de la défense, dans la foulée du cas de malversation cité plus haut, a pris des décisions politiques discutables et en partie irresponsables envers son service de renseignements. Par la suite, ces décisions ont été mises en pratique. Ainsi le SR a été « démilitarisé », restructuré, décentralisé. D'importantes synergies ont été perdues au nom du

principe « *Divide et impera* ». Le commandement militaire supérieur de ce pays s'est laissé amputer, sans esprit critique et sans résistance, de la plus importante partie de son propre service de renseignements et l'a laissé subordonner à un administrateur civil.

De tels procédés seraient impensables dans les pays où les services de renseignements sont pleinement reconnus et ont pour mission claire d'assumer journalièrement la « connaissance » pour le commandement et de réduire ainsi l'« ignorance ».

Par contre, la décision du Département fédéral de justice et police, prise en 2000, de restructurer l'Office fédéral de la police et d'augmenter sensiblement son personnel est une lueur d'espoir pour la Suisse. Cela est en partie la conséquence d'une défaillance partielle de services ne pouvant pas maîtriser efficacement et durablement les défis des temps modernes en perpétuelle mutation. La criminalité organisée et le blanchiment d'argent ne sont que deux de ces nouveaux défis et, dans le contexte de coopération internationale, une telle « ignorance » de la part de la direction n'est plus tolérable.

## Espoir pour l'avenir

Il reste à espérer que les éminents Etats démocratiques de ce monde maintiendront les exigences d'une « connaissance » approfondie, dans l'intérêt de leurs peuples et de la société, qu'ils se distancent clairement de l'« ignorance » et attribuent à leur services de renseignements les moyens nécessaires pour reconnaître à temps les nouveaux défis, afin d'être à même, avec des « connaissances » approfondies, de les affronter de manière précise.

Le retour à un état d'« ignorance » pourrait avoir des conséquences fatales pour tous.

L'ère de l'information nous a apporté des changements de paradigmes significatifs. Personne ne sait aujourd'hui quels prochains défis nous obligeront à réviser nos conceptions. Il faut tout entreprendre pour reconnaître à temps et pouvoir interpréter les indicateurs essentiels, afin que le commandement supérieur puisse garder le privilège d'agir et de prendre les dispositions précises et appropriées.

P.R.